



Débat public Ivry

« Face à l'austérité, l'utilité du service public »

3 mars 2015

Baptiste Talbot

■ Salut à l'initiative de la municipalité d'Ivry, qui vise à mobiliser la population par le débat d'idées, qui a aussi débouché sur une initiative commune municipalité/syndicats du personnel communal (ce qui n'enlève rien à la nécessaire poursuite de la bataille revendicative au sein de la collectivité) : CGT Services publics milite depuis plusieurs années pour la construction de fronts communs contre l'austérité et pour le progrès social, dans le respect du rôle de chacun et sur la base de la convergence d'intérêts et de propositions

■ En mars 2010, Anicet Le Pors écrivait : « *L'ensemble communes-départements-nation est politique et l'ensemble regroupements de communes-régions-Europe est essentiellement économique. Dans un pays démocratique le politique doit l'emporter sur l'économique. Nicolas Sarkozy tourne le dos à ce principe avec la création des conseillers territoriaux, la création de métropoles, la suppression de la taxe professionnelle* »¹.

Il s'agit du débat de fond de la période sur les questions institutionnelles et de service public :

- démocratie politique au service de l'intérêt général ou dictature de la finance au service des plus fortunés
- organisation rationnelle de la société par tous et pour tous ou loi de la jungle (c'est-à-dire non pas la modernité mais un grand bond en arrière)

Lien étroit entre démocratie et service public de qualité.

En matière de service public, organisation décentralisée de la République signifie faculté pour la population de maîtriser les outils de proximité permettant pour partie de répondre ses besoins ; l'échelon national organisant une autre partie de la réponse ; la représentation politique nationale ayant pour sa part la charge de garantir le financement égalitaire du service public quel que soit son niveau d'exercice.

¹ <http://anicetlepors.blog.lemonde.fr/2010/03/03/le-joviaen-bulletin-municipal-de-joeuf-mars-2010/>

Ce contrôle démocratique a structuré nos services publics tout au long de l'histoire de la République.

Cela posé, mon propos vise à démonter quelques idées reçues.

■ 1 - « Le service public, ça plombe l'économie et il faut donc en réduire la voilure »

Politique salariale de l'Etat : impact sur la rémunération de 20% du salariat de notre pays. Du fait de la politique de gel de la valeur du point d'indice depuis juin 2010, l'Etat employeur a contribué fortement à la faiblesse de la consommation et au ralentissement économique.

Baisse des dotations de l'Etat aux collectivités (11 milliards d'ici 2017, soit 5% du budget des collectivités) : 2013 : recul d'1,9% de l'emploi dans le secteur de la construction (28 000 postes en moins sur 1,5 million de salariés) après une baisse de 0,9% en 2012² ; selon le Collectif des associations citoyennes, 40 000 emplois pourraient disparaître dans le secteur associatif du fait de la baisse des dotations aux collectivités³.

Services publics = outils de développement économique : schizophrénie de l'Etat qui via « Invest in France » promeut nos grands services publics, la qualité de nos infrastructures, pour attirer les investisseurs internationaux ; SP essentiels pour besoins quotidiens des salariés (petite enfance notamment)

■ 2 – « Il y a trop de fonctionnaires en France »

Si l'on considère la période 1985-2011, on s'aperçoit que la croissance globale des effectifs des trois versants de la Fonction publique (+8%) est inférieure à celles de la population (+15%) et de la population active (+13%).

Depuis 2012, on supprime de l'emploi et la population continue à augmenter. Cette réalité ne contribue pas à développer l'emploi dans le secteur privé.

■ 3 – « La France est à la traîne, ça va mieux ailleurs »

-Cas britannique : intense politique de suppressions d'emplois publics, baisse du chômage dans statistiques officielles mais baisse des salaires réels, 17% de travailleurs pauvres, taux

² [Acess Stat](#) n°195, juillet 2014

³ *L'Humanité* du 1^{er} avril 2014

de pauvreté passé de 14 à 33% en trente ans⁴ et taux d'incarcération en constante progression⁵.

-Allemagne : un Allemand sur six sous le seuil de pauvreté⁶ (taux en France inférieur de plusieurs points quel que soit l'indicateur utilisé⁷).

-Grèce : Aristides Baltas, ministre de l'Education, de la Culture et des Régions : « *Le système éducatif grec est, depuis plusieurs décennies, un grand malade. Mais cinq années d'austérité ont achevé de le détruire. Des enseignants ont été chassés, d'autres mis en disponibilité. Les gardiens d'école, eux aussi, ont été licenciés. Les établissements scolaires sont privés de chauffage. Dans certaines régions, des enfants s'évanouissent en classe parce qu'ils ont faim. Lorsque, privés de nourriture chez eux, ils reçoivent un repas à l'école, ils n'en mangent que la moitié et gardent le reste pour leur famille. Voilà le terrible bilan de l'austérité !* »⁸ ; 40% des enfants grecs vivent sous le seuil de pauvreté ; 27% de la population au chômage

■ 4 – « Il y a trop de collectivités en France »

Mythe du mille-feuille territorial qui n'en compte en fait que trois et auquel Sarkozy puis Hollande en rajoute une (la métropole).

La super région IDF à 40000 agents répartis sur 8 départements et le Grand Paris qui va gérer 340 000 logements sociaux ne permettront aucun progrès en terme de simplification, de bonne gestion, de proximité.

La gouvernance intégrée au niveau métropolitain n'est pas la norme dans les pays riches (aux EU, l'organisation institutionnelle reste très décentralisée)⁹.

Projet de réforme territoriale = moins de démocratie, moins de contrôle citoyen, moins de service public.

En conclusion : que faire ?

On peut faire autrement en mobilisant les moyens financiers existants (230 milliards d'aides aux entreprises ; des dizaines de milliards de fraude fiscale)

Enjeu = choix politiques qu'il faut faire évoluer

⁴ [La Croix](#), 20 juin 2014

⁵ <http://www.prisonstudies.org/country/united-kingdom-england-wales>

⁶ [Libération](#) du 20 octobre 2014

⁷ [Observatoire des inégalités](#), mai 2014

⁸ [L'Humanité](#) du 25 février 2015

⁹ C. Lefèvre, *Gouverner les métropoles*, LGDJ-Lextenson éditions, 2009

Mobiliser les citoyens et les forces organisées

-bataille des départementales (participation cruciale considérant menaces de suppression ; toute échéance électorale contribuer à l'émergence de l'alternative)

-investir les espaces unitaires (collectif 3A ; manif de Guéret)

-9 avril : journée unitaire interpro contre l'austérité